



Séance ordinaire du jeudi 31 mai 2018

L'an deux mille-dix-huit et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jean-Noël FOURCADE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Jérémie MALEK, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO.

Logement - Fonds de Solidarité pour le Logement - Participation volontaire

d'ENGIE - Convention - Autorisation de signature

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

L'article 90 de la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) a organisé le transfert de compétences des départements vers les métropoles. Par conventions de transfert en date du 23 décembre 2016 entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, les 4 compétences faisant l'objet de transfert ont été arrêtées au sein desquelles figure le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL).

Le FSL s'inscrit dans le cadre des actions du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) créé par la loi du 31 mai 1990 visant la mise en œuvre du droit au logement et est destiné à aider les personnes et familles en situation de pauvreté et de précarité.

Depuis le 1er janvier 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL 3M) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire avec comme objectif d'accorder, dans les conditions définies par le règlement intérieur du FSL, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet à des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social, individuelles ou collectives, liées au logement. Grâce à ce transfert, la Métropole peut désormais agir à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logements, les politiques d'attribution dans le logement social, et l'accompagnement des personnes les plus modestes.

En tant que fournisseur d'énergie, ENGIE contribue annuellement de façon volontaire au FSL à travers le dispositif « solidarité énergie », au titre de ses missions de service public et de sa politique de solidarité. Cette contribution d'ENGIE vise à soutenir les personnes dans le paiement de leurs factures de consommation d'énergie (que ce soit pour l'Offre de Marché ou Gaz Tarif Réglementé) mais aussi de leur permettre une meilleure maîtrise de l'énergie limitant ainsi le montant de ces mêmes factures.

Le financement du FSL est assuré obligatoirement par la Métropole sur son territoire d'intervention et de manière facultative et volontaire par les partenaires concernés. Afin de mettre en œuvre cette contribution, la loi prévoit qu'une convention soit passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et le représentant du distributeur d'énergie.

Cette convention a pour objet de préciser :

- la nature et les modalités de versement de la contribution d'ENGIE au FSL Métropolitain, pour l'année 2018 concernant les aides aux personnes en situation de précarité se trouvant dans l'impossibilité de régulariser seuls leur impayé d'énergie soit 63 000 € ;
- les engagements respectifs des parties dans la prise en charge des impayés de factures d'énergie des ménages défavorisés et dans la mise en œuvre d'actions préventives.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention à intervenir avec ENGIE pour l'abondement du FSL par le fournisseur d'énergie en 2018 ;
- prendre acte que la participation d'ENGIE sera appelée par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, gestionnaire comptable et financier du FSL 3M après signature de la convention ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le

\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?
string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 6 juin 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180531-42833-CC
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 06/06/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

- FSL Convention MMM-ENGIE 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.